

Tendances conjoncturelles

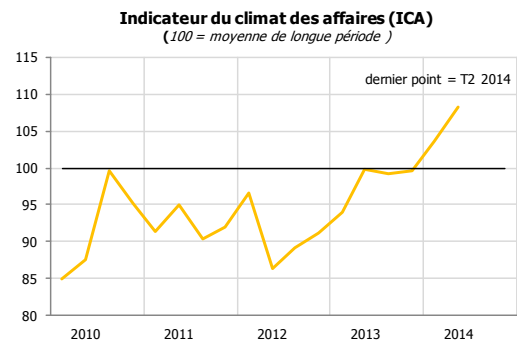
2^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'indicateur du climat des affaires poursuit son amélioration

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse à nouveau au deuxième trimestre 2014 (+4,7 points) et s'établit nettement au dessus de sa moyenne de longue période, confirmant ainsi la tendance des trimestres précédents.

Cette amélioration s'explique principalement par l'appréciation positive des chefs d'entreprise sur la réduction des délais de paiement et la nette amélioration de leur trésorerie. Dans une moindre mesure, les anticipations positives des entrepreneurs sur le trimestre à venir contribuent également à la progression de l'indicateur.



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

La consommation des ménages s'affermite légèrement mais reste peu dynamique, en dépit d'une inflation contenue. Après un recul en début d'année, l'investissement est également mieux orienté à fin juin mais reste fragile, tandis que les prévisions d'investissement à un an s'améliorent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme. Le marché du travail reste cependant sous tension, faute de reprise sur le front de l'emploi.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Les professionnels du BTP font état d'une nouvelle amélioration de leur activité, en particulier dans la branche des travaux publics, et le secteur du tourisme bénéficie d'un coefficient moyen de remplissage en nette hausse. Dans le primaire et les services en revanche, l'activité est en repli.

DES PERSPECTIVES INCERTAINES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le rythme de croissance de l'économie chinoise se stabilise à un niveau élevé (+7,5 % sur un an, après +7,4 % au trimestre précédent). Cette croissance rapide est soutenue par une embellie de la demande étrangère et par les mesures de relance gouvernementales récemment engagées. Elle pourrait toutefois ralentir dans les mois à venir en raison des risques liés aux restructurations industrielles en cours et aux difficultés du marché immobilier.

L'économie japonaise se replie. Le PIB recule de 1,7 % sur le deuxième trimestre, après +1,6 % au trimestre précédent. Cette baisse de l'activité économique s'explique principalement par la contraction des dépenses des ménages en réaction à la hausse de 3 points du taux de la taxe sur la consommation, qui est passé à 8 % début avril. Sur un an, le PIB japonais reste stable (-0,1 %).

Au deuxième trimestre, la croissance du PIB australien ralentit en volume (+0,5 % CVS, après +1,1 %), en lien avec la baisse des exportations. La banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte de très faible inflation (+0,5 % sur le trimestre, et 3,0 % sur un an).

En Nouvelle-Zélande, le PIB croît à un rythme stable en volume (+1,0 % au premier trimestre, après +0,9 % au dernier trimestre 2013). Au deuxième trimestre, les prix à la consommation enregistrent une augmentation mesurée (+0,3 %, +1,6 % sur un an). Inchangé depuis mars 2011, le taux directeur progresse régulièrement depuis mars 2014. La banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a une nouvelle fois relevé son taux directeur principal de 25 points de base, le portant à 3,5 %, soit 100 points de plus qu'en mars 2014.

Stabilité des prix à la consommation

Les prix à la consommation sont quasi stables au deuxième trimestre 2014 (+0,1 %), après -0,1 % au trimestre précédent. Les prix des produits alimentaires diminuent de 1,9 %, tirés par la baisse des prix des poissons et crustacés (-9,9 %) et des légumes (-3,4 %). Les loyers d'habitation reculent de 1,4 % sur trois mois. En revanche, les tarifs des transports augmentent de 0,8 % en raison d'une hausse des tarifs aériens internationaux (+2,3 %).

Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,5 %, porté par la hausse dans les secteurs de la restauration (+2,8 %) et des services (+3,0 %), en dépit d'une baisse des tarifs des transports (-2,0 %).

L'emploi ne repart pas

L'indice de l'emploi salarié marchand reste stable au deuxième trimestre 2014 (+0,1 %). L'emploi progresse dans l'hôtellerie-restauration (+1,5 %) et, dans une moindre mesure, dans le commerce (+0,6 %). En revanche, il recule dans le secteur de la construction (-1,4 %) et dans l'industrie (-1,6 %). Sur un an, la baisse de l'emploi (-1,4 %) est moins importante que celle observée en moyenne sur les cinq dernières années (-2,3 %).

À fin juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au Service de l'emploi (SEFI) diminue sensiblement sur le trimestre (-13,4 %, CVS) mais reste en hausse de 28,6 % (CVS) sur un an, suite à la mise en place du contrat d'accès à l'emploi (CAE) en début d'année. Cette aide à l'insertion professionnelle, qui a engendré de nombreuses inscriptions ou réinscriptions au SEFI, a permis au 30 juillet à 2 142 personnes d'accéder à l'emploi, sur les 8 800 dossiers instruits.

Parallèlement, les offres d'emploi collectées augmentent de 26,7 % sur trois mois et de 12,4 % sur un an.

Légère amélioration de la consommation des ménages

La consommation des ménages s'affermite légèrement au deuxième trimestre 2014, mais reste peu dynamique. Les importations de biens alimentaires et de biens d'équipement ménagers progressent sur le trimestre (respectivement +10,7 % et +4,4 %, CVS), de même que, dans une moindre mesure, celles des biens de consommation courante (+0,5 %, CVS). En revanche, les immatriculations de véhicules de tourisme neufs sont en retrait sur trois mois (-6,8 %, CVS), mais progressent de 1,9 % sur un an, dans un marché peu porteur.

Conformément aux anticipations formulées en début d'année, les commerçants ayant répondu à l'enquête de conjoncture ont perçu une nette amélioration de leur activité ce trimestre et prévoient une stabilisation de celle-ci pour les mois à venir.

L'encours des crédits à la consommation diminue (-1,9 %) cependant entre fin mars et fin juin 2014, en lien notamment avec le ralentissement du marché automobile.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : ISPF

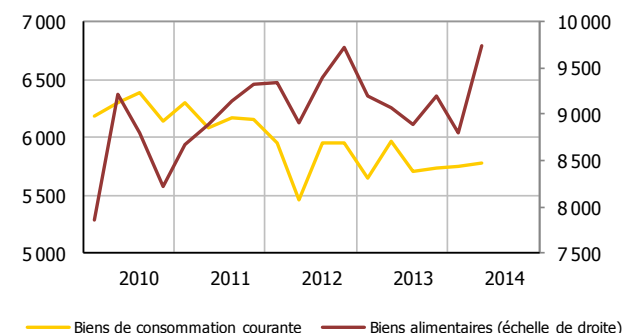
Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



Sources : CPS, ISPF

— Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand
— Effectifs salariés

Importations de biens destinés aux ménages
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

L'investissement est mieux orienté mais reste fragile

Après un repli en début d'année, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires se redressent au deuxième trimestre, respectivement de 6,7 % et 3,9 %, CVS. Les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent également de 3,6 % sur trois mois. En revanche, le financement des entreprises marque le pas, avec un nouveau recul de l'encours des crédits d'investissement (-1,2 %).

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, les prévisions d'investissement à un an poursuivent cependant leur amélioration, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme, en particulier dans les secteurs du tourisme et des services marchands.

L'investissement immobilier des ménages reste bien orienté, à la faveur de taux d'intérêt bas : les encours bancaires de crédits à l'habitat augmentent de 0,2 % sur le trimestre et de 2 % sur un an.

Repli des exportations

Après trois trimestres consécutifs de hausse, les exportations locales diminuent à fin juin (-16,7 % sur trois mois, CVS), entraînées par la baisse des exports de perles. La diminution du volume exporté s'accompagne d'une baisse du prix moyen au gramme de la perle brute (-5,3 %), après un premier trimestre marqué par le succès de la vente aux enchères organisée par le GIE Poe O Rikitea. En revanche, les volumes exportés de poissons se redressent (+31,1 %, CVS) et les exportations de vanille et de coprah sont en hausse.

Parallèlement, les importations progressent (+1,3 %, CVS) en valeur sur le trimestre, tirées aussi bien par la hausse des importations destinées aux ménages que par celles des entreprises.

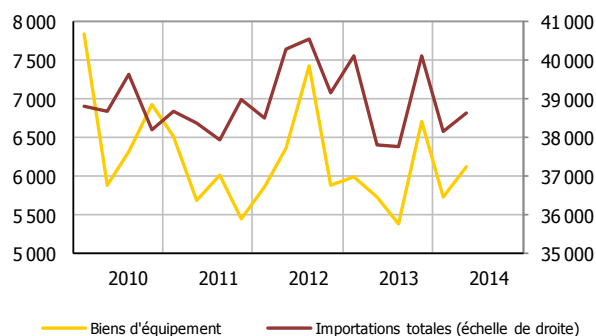
DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Les professionnels de l'industrie, du BTP, du commerce et du tourisme font état d'un regain d'activité. Dans le secteur primaire et les services, les chefs d'entreprise perçoivent en revanche une dégradation de leur courant d'affaires, mais prévoient une amélioration de leur trésorerie au troisième trimestre.

Les chefs d'entreprise du **secteur primaire** déplorent une activité globalement en retrait, marquée par la baisse des exportations de perles brutes (-21,0 % en volume et -8,2 % en valeur, CVS). Le volume de poissons et de crustacés exporté augmente en revanche sensiblement (+34,3 %, CVS), porté par les exportations de thons frais, réfrigérés ou congelés. La production de coprah se redresse (+52,0 % sur trois mois, CVS) après plusieurs trimestres difficiles, et les exportations de vanille augmentent de 8,1 %.

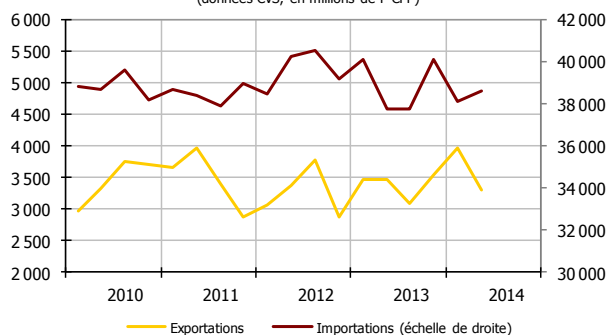
Dans l'**industrie**, l'activité et la trésorerie s'améliorent au deuxième trimestre 2014, selon les entrepreneurs interrogés. Les exportations de nono et de monoï progressent (respectivement +5,1 % et +20,9 %, CVS). En revanche, celles des produits agroalimentaires s'inscrivent à la baisse (-37,6 %, CVS). Les entrepreneurs anticipent un maintien de leur activité au troisième trimestre.

Importations de biens destinés aux entreprises
(données CVS, en millions de F CFP)



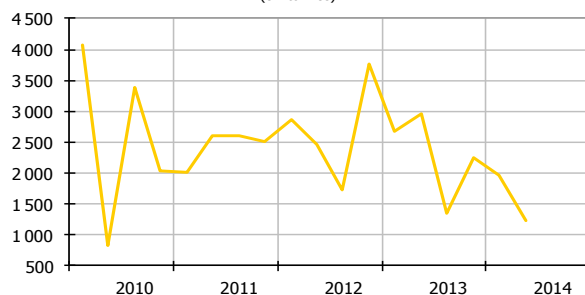
Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Commerce extérieur
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Exportations de produits agroalimentaires
(en tonnes)



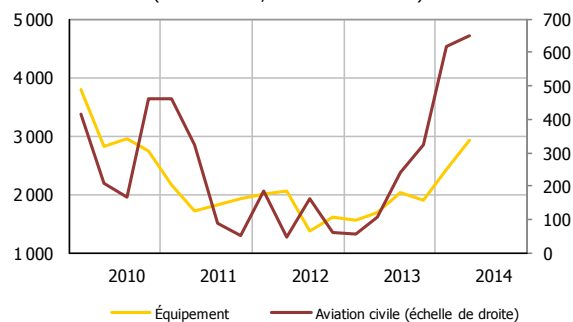
Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Conformément aux anticipations formulées en début d'année, les chefs d'entreprise du **secteur de la construction** font état d'une activité en hausse au deuxième trimestre, en particulier dans la branche travaux publics. Les importations de ciment progressent de 38,5 % sur trois mois et de 22,4 % sur un an (CVS) et les dépenses liquidées par la direction de l'équipement et par l'aviation civile sont en forte hausse (+18,0 % sur trois mois, CVS). Les professionnels du secteur anticipent une nette amélioration de leur trésorerie au troisième trimestre à la faveur d'une réduction des délais de paiement, mais restent prudents, et n'envisagent pas d'investir ni de recruter à court terme.

L'activité dans le secteur du **tourisme** est jugée en légère progression par les professionnels, qui constatent une amélioration de leur trésorerie. Si la fréquentation touristique diminue au deuxième trimestre (-2,8 %, CVS), le coefficient moyen de remplissage augmente en revanche de 4,3 points entre mars et juin et atteint 61,4 %, un taux identique à celui de juin 2013. Les professionnels interrogés envisagent une stabilisation de leur activité pour le trimestre à venir.

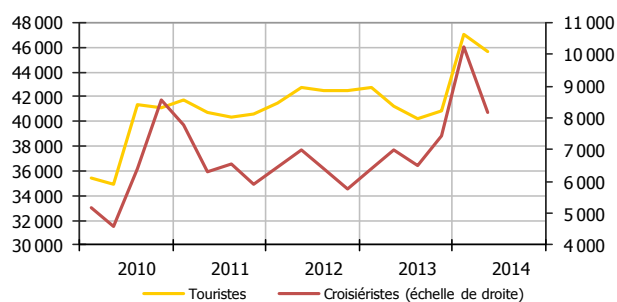
Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** font état d'une légère réduction de leur activité au deuxième trimestre mais envisagent une amélioration dans les prochains mois. Leur trésorerie s'améliore et leurs intentions d'investir à un an sont en hausse.

Dépenses liquidées
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : Directions de l'équipement et de l'aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

Fréquentation touristique
(données CVS)



Source : ISPF, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre 2014 aux États-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États-Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre 2014 après une progression de +0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : Septembre 2014 – Dépôt légal : Septembre 2014 – ISSN 1968-6277